



Titre : Tout sur le Forum économique MEDEF CGEM

Par LesEchos.ma

Mardi, 11 Décembre 2012 13:39



[Maroc-France : La justice au coeur des débats](#)

Par LesEchos.ma

Jeudi, 13 Décembre 2012 15:21



Après l'économie, la politique, le Maroc et la France parlent aujourd'hui de justice. Mustafa Ramid, s'est entretenu jeudi à Rabat avec son homologue française, Christine Taubira, en marge de la 11e réunion de haut niveau maroco-française. A cette occasion, les deux pays ont signé un accord de partenariat visant à consolider le cadre administratif et juridique ainsi que l'exécution des conventions bilatérales, lesquelles concernent divers aspects, notamment la mise en place d'actions de lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et la délinquance économique et financière. Les deux ministres ont également examiné la mise en place de groupes de travail qui se pencheront sur les volets de la coopération judiciaire et le renforcement des échanges, de façon à améliorer l'exécution de toutes

ces conventions. Taubira, la ministre française de la Justice a révélé que la coopération entre les deux départements s'est engagée «dans de nouvelles réformes opérées dans le cadre d'une architecture de coopération bien établie». Elle a aussi précisé que les deux ministres se sont également engagés à intensifier la coopération à travers des groupes de travail, dont l'un sera mis en place dès le mois de janvier, pour consolider tous les aspects de la coopération judiciaire bilatérale.

Pour sa part, Mustafa Ramid a mis l'accent sur l'excellence des relations maroco-françaises surtout dans le domaine judiciaire, ajoutant que sa rencontre avec son homologue française a permis d'examiner les aspects de la coopération dans les domaines judiciaire, pénal, civil, commercial et de la formation. Il a aussi indiqué que cette rencontre est susceptible d'insuffler une nouvelle dynamique et de renforcer les liens bilatéraux dans tous les domaines.



Partenariat d'exception

Par Aboubacar Yacouba BARMA

Jeudi, 13 Décembre 2012 16:18



C'est sous le sceau magnifié de «partenariat d'exception» que le Maroc accueillera, à partir de ce mercredi à Casablanca et demain à Rabat, les activités entrant dans le cadre de l'édition 2012 de la rencontre de haut niveau Maroc-France. Pour sa 11e édition, la tenue de ces rencontres, initiées en 1996 sous l'ère Hassan II, a pour objectif principal de donner le top départ d'une nouvelle impulsion dans les relations profondément historiques et hautement stratégiques du Maroc et de la France. La présence du chef de gouvernement français, Jean Marc Ayrault, à la tête d'une importante délégation ministérielle, aux côtés de son homologue marocain Abdelilah Benkirane et au-delà des traditionnels aspects protocolaires, illustre la portée symbolique de l'évènement, décrypté par delà les frontières des deux pays. Si ce n'est pas la première fois que se déroulent des rencontres officielles au plus haut niveau et au plus haut sommet de l'État, la présente rencontre marque le couronnement de la réussite d'un partenariat qui transcende la simple coopération bilatérale entre deux nations. Celles-ci ont eu par le passé à partager la même histoire, et c'est cette dernière qui est aujourd'hui appelée à connaître un nouveau souffle à la faveur des enjeux géopolitiques actuels et des défis socioéconomiques des deux pays. C'est là, d'ailleurs, que se décline l'empreinte spécifique de la présente rencontre qui intervient l'année où au Maroc un gouvernement islamiste est arrivé au pouvoir et où en France s'affirme le retour de la gauche. Ces changements majeurs, au-delà des interprétations premières qu'ils ont soulevées au tout début, n'ont fait qu'entériner ce qui désormais relève de l'évidence et que l'actuel ambassadeur de France au Maroc, Charles Fries a su brillamment traduire. «Il y a comme un consensus au sein de la classe politique française sur le Maroc», a tout dernièrement affirmé le diplomate français, comme pour lever toute équivoque. Ce propos prend d'ailleurs toute sa valeur avec ce témoin privilégié des relations entre les deux pays, puisqu'il était sous le régime



français précédent, Conseiller diplomatique de François Fillon, l'ancien premier ministre de droite.

Partenariat d'exception

L'assurance donnée de part et d'autre sur la solidité du partenariat privilégié maroco-français n'est pas fortuite si l'on tient compte du contexte régional marqué par une rivalité légendaire avec certains voisins et au niveau duquel tout geste qui ne s'inscrit pas dans la tradition donnait lieu à des interprétations assez souvent à la limite tendancieuse. Il en a été ainsi de l'arrivée de François Hollande au pouvoir. C'est conscient de ce fait que l'actuel président français, dont le tropisme algérien a été amplifié principalement par les médias, a tenu à réaffirmer, dès le début de son mandat, la particularité des liens qui existent entre le Maroc et la France. La preuve a été symboliquement donnée à l'occasion du premier entretien réservé par Hollande à Mohammed VI, le 24 mai dernier, soit dix jours après son investiture. À la veille de son déplacement en Algérie, le président Hollande s'est également entretenu avec le souverain pour réaffirmer au plus haut niveau la portée de la relation qui unit les deux peuples. L'occasion aussi pour Hollande, attendu au début de 2013 au royaume, de témoigner de l'intérêt qu'il accorde à la tenue de la rencontre de haut-niveau entre les deux gouvernements. S'appuyant sur la dynamique des échanges politiques entre les responsables des deux pays, l'ambassadeur français confirme «qu'on ne peut avoir de meilleur symbole pour illustrer la part singulière et privilégiée que le Maroc représente pour la France et dans le cœur des Français». Il n'y a en effet pas plus que les chiffres et les indicateurs économiques pour illustrer la légitimité de l'alliance stratégique Maroc-France. D'ailleurs, ajoute Charles Fries, «le rapprochement entre Paris et Alger ne se fera pas au détriment du Maroc, pays avec lequel nous avons une relation sans équivalent dans la région». Il est vrai qu'au moment où on parle de rééquilibrage des relations entre la France et l'Algérie, pour le Maroc, l'heure est plus propice à impulser un nouveau souffle au partenariat bilatéral entre les deux pays. C'est pour donner acte aux perspectives qu'inaugurent les perspectives de coopération se profilant, que la priorité a été donnée au renforcement de la coopération économique, dénominateur commun à la prise en charge des défis respectifs des deux pays. Pour ce faire, la France, principal allié stratégique du Maroc dans les domaines politiques et économiques, s'est engagée à accompagner le royaume dans sa nouvelle ère de consolidation démocratique et de développement socio-économique. C'est en ce sens que la France s'est engagée à continuer de jouer le premier avocat du Maroc à l'international sur les dossiers de souveraineté, notamment l'initiative d'autonomie, mais aussi dans d'autres domaines comme les négociations entrant dans le cadre d'un nouveau statut avancé complet. Ce qui, assurément, concourra à asseoir les jalons de la dynamique vers laquelle s'inscrit l'ambition conjuguée des deux pays.

Perspectives d'avenir

À l'heure où la recherche de partenaires stratégiques est devenue une nécessité pour tous les pays du monde afin de faire face aux défis des mutations géopolitiques et socioéconomiques actuelles, la réaffirmation du partenariat d'exception entre le Maroc et la France s'annonce donc comme une aubaine entre les deux pays. «Nous sommes convaincus qu'il y a une singularité, une spécificité marocaine, si on compare le royaume aux autres pays de la région», avait déclaré le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, en soutien aux réformes politiques et économiques engagées par le Maroc ces dernières années. Autrement dit, l'alliance stratégique du Maroc est amplement méritée. Il convient d'ailleurs de faire remarquer que les deux pays partagent à bien des égards la même vision sur plusieurs sujets majeurs de l'actualité internationale. Le partenariat entre ces deux pays qui s'est fortifié à l'épreuve du temps et des faits, inaugure désormais de nouvelles perspectives. Il s'agit d'un partenariat gagnant-gagnant dont la plus grande manifestation se lit au travers des mécanismes et des orientations mis en œuvre pour sa concrétisation. Cette approche se caractérise particulièrement par son pragmatisme puisqu'elle donne la primauté aux leviers de croissance destinés à chacun des deux pays afin de faire face aux défis qui sont les leurs. C'est la lecture première qui se dégage de l'intérêt accordé au développement économique. Autrement dit, aller au-delà des mots. Après la politique, place au business et aux affaires.



Ayrault apporte plus de 300 millions d'euros dans sa valise

Par Aboubacar Yacouba BARMA

Jeudi, 13 Décembre 2012 09:32



Le premier ministre Jean-Marc Ayrault, qui effectue depuis ce mercredi une visite de travail à l'occasion de la 11e rencontre de haut niveau Maroc-France n'est pas arrivée les mains vides. Après la série de signatures tenues mercredi à Casablanca, portant sur des prêts et des partenariats entre l'Agence française de développement (AFD) et plusieurs institutions marocaines, ce jeudi à Rabat, d'autres conventions et accords de partenariat seront signés entre les différents responsables ministériels des deux pays. Au total, près de 300 millions d'euros de contrats seront apportés par la délégation française. Ce montant devrait notamment servir les domaines des énergies renouvelables, de la formation supérieure, des transports urbains et ferroviaires. Il s'agit en l'occurrence de la construction d'un parc éolien (EDF) et du financement de la ligne à grande vitesse Tanger-Casa.

À cela s'ajoute la signature de quatre conventions pour le secteur bancaire et qui porteront sur un prêt d'un montant total estimé à 280 millions d'euros. Pour rappel, les six accords conclus lors de la première journée du Forum économique Maroc-France, organisé par le Club des chefs d'entreprise Maroc-Espagne sous l'égide de la CGEM et du MEDEF, en présence des chefs de gouvernement des deux pays, Abdelillah Benkirane et Jean Marc-Ayrault portent, entre autres, sur la création d'un Institut de formation aux métiers des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, l'aménagement d'un parc écologique à Berrechid, le financement de la première ligne de tramway de Casablanca et l'appui à la construction de 4 Agropoles et 2 Technopoles prévus dans le cadre du plan Maroc vert et Halieutis.

Benkirane vs Ayrault, la rencontre!

Par Sophia AKHMISSE

Mercredi, 12 Décembre 2012 20:09



« Notre gouvernement veut favoriser la co-localisation » clame Jean-Marc Ayrault cet après-midi à Casablanca à l'occasion de la rencontre économique Maroc-France. Le premier ministre français qui a rencontré ce mercredi et pour la première fois depuis sa nomination son homologue marocain, Abdelilah Benkirane a ainsi mis fin à toute polémique concernant les projets de « relocalisation » suite aux déclarations du ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg. Dans un discours qui se voulait pour le moins emballé – on se serait presque cru à un meeting de campagne électorale – Jean-Marc Ayrault a clairement soutenu les convictions du gouvernement marocain concernant la place qu'occupe le royaume dans la stratégie de développement économique de la France. Répondant ainsi indirectement à la demande du ministre de l'Industrie, Abdelkader Aamara, émise plus tôt dans la journée sur « la visibilité sur la place qu'occupe le Maroc dans les stratégie de l'UE.

« Le Maroc reste le partenaire de cœur de la France » a déclaré Ayrault. Et si le pays est aujourd'hui directement concerné par la crise que vit le vieux continent, le chef du gouvernement français suggère deux principales mesures pour réduire cet impact. La première, concerne le développement des relations transfrontalières entre de grands groupes et les PME, et ceux dans les deux sens a-t-il souligné. La seconde mesure, vise à ré-équilibrer la balance commerciale d'ici 2017 hors secteur de l'énergie.

Selon Ayrault, cela implique la création de nouveaux marchés locaux et l'implantation de nouveaux secteurs d'activités. Toute une stratégie qui fait échos aux propos d'Abdelilah Benkirane : « Ne nous considérez plus comme un marché mais comme un partenaire! » a-t-il brandit lors de son intervention. Le chef du gouvernement, qui a insisté sur l'importance de la collaboration et du rapprochement des entrepreneurs françaises et marocaines a déclaré également que « les relations entre le Maroc et la France n'ont pas lieu de changer avec le changement de gouvernement ». Pour Benkirane, « les marocains n'ont pas voté pour nous pour notre barbe! Ils l'ont fait car nous sommes plus sérieux dans la gestion des affaires publiques ». Voilà qui est dit ! Un message clair adressé aux entrepreneurs français en prospection au Maroc, mais également aux opérateurs nationaux présents en force lors de cet événement.

Les patrons font front commun

Par Aboubacar Yacouba BARMA

Mercredi, 12 Décembre 2012 10:25



Ils seront plus de 400 décideurs et chefs d'entreprise, dont près de 150 hommes d'affaires français, à participer au Forum économique Maroc-France, ce mercredi à Casablanca. L'évènement qui se tient en marge de la rencontre de haut niveau entre les deux pays, est le deuxième du genre cette année, organisé à l'initiative du Club des chefs d'entreprise France-Maroc, un cadre de concertation et de réflexion destiné à renforcer le partenariat économique entre les deux pays et mis en place par la CGEM et du Mouvement des entreprises de France (Medef) International.

La première rencontre de l'année s'est déroulée en mars dernier et a servi d'occasion au chef de l'Exécutif marocain, Abdelilah Benkirane, accompagné de ses ministres, pour rassurer les opérateurs économiques des deux pays sur la volonté politique de son gouvernement à les accompagner dans la définition et la mise en œuvre des voies et moyens permettant de donner une impulsion commune à la croissance des entreprises respectives des deux pays, dans leur objectif de faire front commun sur bien des domaines. Pour la présente rencontre, l'intitulé autour duquel porteront les échanges et les débats illustre à lui seul l'opportunité de la dynamique. Le forum économique qui se tient sur le thème : «Maroc- France, un partenariat d'exception au service d'une compétitivité partagée», et qui sera marqué par la présence des deux chefs de gouvernement français et marocain, aura pour principal objectif de «renforcer les excellentes relations, qui lient les deux pays amis et de présenter les avancées des priorités économiques du royaume du Maroc». Au programme est prévue une assemblée plénière, qui sera suivie d'ateliers sectoriels portant sur plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment l'Offshoring, le tourisme, l'aéronautique et les équipements automobiles, les infrastructures, transport et l'énergie, ainsi que l'agriculture et l'agro-industrie, les partenariats publics-privés et les ressources humaines.

Synergie commerciale

L'heure est donc aux affaires et au business et pour faire face aux défis actuels de l'économie mondiale, les hommes d'affaires des deux pays s'engagent à faire front commun. La crise économique actuelle a imposé une reconfiguration des modèles commerciaux, qui privilégie la mutualisation des ressources et des compétences, afin de pouvoir jouer sur la compétitivité et faire face à la rude concurrence internationale dans l'accès à de nouveaux marchés. C'est d'ailleurs tout l'enjeu pour les deux pays, qui disposent chacun de son côté du potentiel nécessaire pour développer leurs activités industrielles.

À ce niveau, force est de constater le recul constaté ces dernières années des exportations respectives des deux économies, qui ont mis à nu la limite des stratégies commerciales en vigueur jusque-là. Pour la détermination de nouveaux dispositifs, les modèles des deux pays se rejoignent à plusieurs égards. Aujourd'hui, la conviction dominante chez les hommes d'affaires français est que le Maroc constitue un relais de croissance pour les entreprises françaises. Il est d'ailleurs remarquable de constater qu'il s'agit du même langage que tiennent les officiels et les opérateurs économiques français, d'où la nécessité d'élaborer des mécanismes de mise en œuvre commune, surtout que cela est aussi profitable au Maroc. Les discussions qui se tiennent dans le cadre des échanges entre les chefs d'entreprise des deux pays sont principalement axées autour de l'amélioration de la compétitivité globale du Maroc et du climat des



affaires, prélude à une synergie d'ensemble permettant de garantir le succès d'un partenariat dynamisé. Ainsi, lors des discussions d'aujourd'hui, les échanges et débats porteront, entre autres, sur le coût des facteurs de production, la question des co-localisations et de la co-production, les compétences marocaines, ainsi que la problématique des R & D et de l'innovation au Maroc. L'autre aspect portera sur le climat des affaires au Maroc, afin de dégager les freins de blocage qui subsistent et qui nécessitent des actions urgentes.

Objectif africain

L'ambition affichée par les hommes d'affaires marocains et français concerne le marché africain, objet de toutes les convoitises. L'expertise marocaine en la matière a séduit au niveau de l'Hexagone, grâce notamment à des exemples de réussite aujourd'hui confirmés, notamment Attijariwafa Bank ou Maroc Telecom, entre autres. Face à la concurrence qui s'annonce des plus rudes sur les marchés du continent, la mutualisation des ressources et l'harmonisation des stratégies s'avèrera ainsi des plus payantes, d'autant plus que le Maroc, lié par des rapports d'excellence avec les investisseurs du Golfe, apportera un plus dans cette offensive commune. C'est en cela que se décline le nouveau partenariat gagnant-gagnant entre les deux pays. Il s'agira d'élaborer une stratégie de développement vers l'Afrique sub-saharienne, en mettant en synergie les potentiels que recèlent les deux pays. En somme, il s'agit d'un partenariat à double dimension, destiné à diversifier les débouchés du Maroc avec des partenariats tripartites : France-Afrique subsaharienne-pays du Golfe

Le plaidoyer de Baraka et Boulif pour l'environnement des affaires au Maroc

Par Sophia AKHMISSE

Mercredi, 12 Décembre 2012 11:59



« Notre démarche est pragmatique ! » lance Nizar Baraka ce mercredi matin à Casablanca à la séance plénière de la rencontre Maroc-France organisée par la CGEM et le MEDEF international. Devant un parterre de choix d'hommes d'affaires maroco-français, le ministre de l'Economie et de finances national ne manquait pas d'arguments pour défendre les réformes mises en œuvre pour l'amélioration du climat des affaires. « Le ministère travaille sur un plan législatif pour permettre aux citoyens mais également aux chefs d'entreprises d'avoir plus de visibilité sur les lois qui seront discutées et appliquées au cours de l'année », a annoncé Baraka.

En somme, il s'agit de mettre en place un agenda juridique « que le gouvernement s'efforcera de respecter » soutient Baraka. En attendant, des démarches sont déjà prises. Parmi elles, le ministre cite la création d'une cellule de suivi au niveau du chef de gouvernement pour le respect des délais de paiement. « Nous avons constaté que les délais de paiement des services publics atteignent actuellement une moyenne de 108 jours, dépassant ainsi les délais normaux (90j) de 18 jours, note-t-il. Des propos qui font écho aux déclarations de Najib Boulif, ministre chargé des Affaires



générales et de la gouvernance qui a notamment évoqué la réforme de la loi sur la concurrence et des prix qui est une loi fondamentale. « Le gouvernement a mis en place un certain nombre de réformes importantes pour améliorer le climat des affaires » a-t-il rappelé. En plus de la commission ad hoc auprès du chef du gouvernement, nous retiendrons notamment le projet de création de commissions régionales pour le climat des affaires. Celles-ci, explique Boulif travailleront avec les CRI pour améliorer l'environnement général des affaires de manière spécifique et adaptée aux réalités des régions.

Les efforts sont donc bien là, mais il reste encore des freins importants à lever pour favoriser l'implantation d'entreprises étrangères au Maroc mais aussi pour le soutien et l'appui des entreprises présentes. Pour cela, il était intéressant de suivre les interventions des chefs d'entreprises présents dans la salle. La corruption, la non-application des jugements en matière de justice commerciale, la forte concurrence du marché informel notamment dans le BTP sont autant de problématiques relevées par les participants, qui n'ont pas hésité pour certains à interpellier les ministres marocains présents pour obtenir des promesses et des engagements en live. Ministres qui ont eu le mérite de jouer le jeu.

En guise de mot de la fin de la première partie de la matinée, Nizar Baraka a tenu à préciser que « il y a beaucoup de choses qui sont faites, mais elles ne sont pas ou mal communiquées ».

«À partir du Maroc, les entreprises françaises peuvent réussir en Afrique»

Par LesEchos.ma

Mercredi, 12 Décembre 2012 10:26

Jean René Fourtou, Co-président du club des chefs d'entreprises France-Maroc

Les Échos quotidien : Dans quel contexte placer cette rencontre de haut niveau entre le Maroc et la France, qui n'est pas la première du genre ?

Jean-René Fourtou : Il faut noter, de prime abord, que les entreprises françaises sont déjà bien présentes et dans tous les domaines au Maroc. C'est une chose importante à souligner puisque cela prouve que nous restons le premier partenaire commercial du Maroc en termes d'implantation, même si ces derniers temps, les entreprises françaises ont perdu du terrain sur les échanges commerciaux, notamment face à l'Espagne. Maintenant, il y a un nouveau gouvernement en France et au Maroc et les chefs d'entreprise ont besoin d'assurance, des deux côtés, sur la portée stratégique de ce partenariat. La portée est d'abord symbolique mais aussi stratégique pour les hommes d'affaires des deux pays.



Justement, quelles appréciations font les hommes d'affaires français de l'environnement des affaires au Maroc, un an presque après l'arrivée du nouveau gouvernement marocain ?

Les chefs d'entreprise français sont énormément confiants vis-à-vis du Maroc. Leur présence massive à cet événement illustre d'ailleurs l'intérêt que porte les entreprises françaises au marché marocain puisqu'elles seront plus de 150 à accompagner la délégation gouvernementale. Par rapport aux nouvelles autorités marocaines, je peux vous affirmer que tout ce qui a été dit jusqu'à présent concourt à rassurer et à encourager les hommes d'affaires français. Cela a d'ailleurs été réaffirmé à plusieurs occasions, notamment lors de la rencontre avec le chef de gouvernement en



mars dernier. Il faut noter qu'indépendamment des questions de principes, des groupes de travail composés de représentants du gouvernement et du patronat ont travaillé, depuis plusieurs semaines, sur plusieurs thématiques destinées à améliorer et mettre en lumière l'attractivité du Maroc.

Au vu des perspectives de coopération entre le Maroc et la France, la priorité est donnée au développement des relations économiques. Quels rôles les entreprises notamment françaises entendent jouer dans la mise en œuvre de cette dynamique et en quoi cela profiterait aux entreprises marocaines ?

Les relations entre le MEDEF et la CGEM marchent bien puisqu'elles ne datent pas d'aujourd'hui. Les entreprises françaises ont désormais la conviction qu'à partir du Maroc, elles peuvent réussir en Afrique. Le cas de Vivendi qui s'est développé en Afrique grâce à Maroc Telecom en constitue un cas d'école assez édifiant. Les entreprises françaises sont conscientes du fait que disposer d'une partie de leur production au Maroc renforcera leur compétitivité tout en profitant également au Maroc. C'est pour cette raison que la rencontre a été placée sous le thème d'un partenariat d'exception au service d'une compétitivité partagée.

propos recueillis par a.y.b.

CGEM-MEDEF, ou les enjeux d'un partenariat maroco-français « innovant »

Par Sophia AKHMISSE

Mercredi, 12 Décembre 2012 10:07



C'est une journée bleu, blanc, rouge... et vert que vit Casablanca aujourd'hui. Alors que la capitale économique s'apprête à inaugurer dans quelques heures sa toute première ligne de tramway, et à quelques mètres de là, tout le gotha économique marocain et français, s'est réuni pour la rencontre de haut niveau Maroc-France « Un partenariat d'exception au service d'une compétitivité partagée ». Nizar Baraka, ministre de l'Economie et des Finances, Najib Boulif, ministre chargé des Affaires générales et de la gouvernance, plus de 200 chefs d'entreprises français et presque autant de dirigeants nationaux aborderont au cours de cette journée la question de « la compétitivité globale (coût et hors coût) du Maroc dans son ensemble ». Les participants à cette journée hautement symbolique décortiqueront le climat des affaires national pour – comme l'a bien annoncé Mohamed El-Kettani, PDG du groupe Attijariwafa Bank à l'ouverture de l'événement – « un partenariat à la fois exigeant et innovant ». C'est en effet tout l'enjeu de cette rencontre de haut niveau que le Maroc prépare depuis plusieurs mois. En témoigne d'ailleurs la tenue en mai dernier d'une première rencontre MEDEF-CGEM à Rabat avec la participation de 30 entreprises des deux bords qui ont échangé leur vision et analysé ensemble huit secteurs clés (tourisme, offshoring, énergie, transport, aéronautique...). L'occasion également pour Meriem Bensaleh Chaqroun, présidente de la CGEM de rappeler, lors de son mot d'ouverture, l'enjeu de l'accord de libre échange qui lie le Maroc à l'Union Européenne,



qui sera également au coeur des débats prévus aujourd'hui.

«L'heure est à la coproduction et à la compétitivité partagée»

Par LesEchos.ma

Mercredi, 12 Décembre 2012 10:22

Saïda Karim Lamrani, Vice-présidente de la CGEM.



Les échos quotidien : La 11e rencontre de haut niveau maroco-française se tient dans un contexte particulier, marqué par la crise économique internationale. Quels sont les véritables enjeux pour les deux pays ?
Saïda Lamrani Karim : Il s'agit principalement de maintenir l'excellence des relations qui les lient en évitant la tentation du repli, qui ne peut être qu'une vision à court terme. Je ne partage pas la limitation de cette réunion à son unique dimension commerciale. Elle se veut au contraire le forum d'un partenariat multiformes stratégique, dont il faut imaginer ensemble les pistes de développement dans ce contexte de crise. Il faut également souligner qu'il ne s'agit pas d'une dynamique nouvelle, elle s'inscrit dans la continuité des relations historiques et traditionnelles entre le Maroc et la France à travers leurs entreprises respectives

Dans leurs stratégies respectives, le Maroc et la France visent entre autres objectifs, le marché africain et l'attrait de nouveaux investisseurs, notamment ceux du Golfe en ce qui concerne le Maroc. Comment faire en sorte que cette stratégie soit profitable au partenariat entre les deux pays ?

Le Maroc se présente comme une plateforme, avec sa double appartenance africaine et arabe. Les entreprises françaises intervenant au Maroc ou qui envisagent de le faire peuvent considérer leur implantation dans notre pays comme une base d'exportation tant vers le sud qu'à l'est du continent.

Après la polémique sur les délocalisations des entreprises françaises au Maroc, l'heure est à la coproduction et à la compétitivité partagée. Cette perspective pourrait-elle servir de levier de développement aux entreprises marocaines ?

Absolument. Il convient de ne pas s'enfermer dans une vision restrictive de la production nationale, qu'elle soit marocaine ou française. L'entreprise doit se développer là où sa pérennité la conduit tout en ayant le souci du partage de la richesse entre le pays d'accueil et le pays d'origine. Nous avons beaucoup à gagner dans cette fenêtre d'opportunités et pour renforcer notre productivité industrielle et améliorer la compétitivité de notre économie, il convient de veiller à ce que les dispositions du cadre légal et institutionnel au sein duquel opère l'entreprise au Maroc, soient mises en œuvre immédiatement et dans leur intégralité.

Ambitions croisées

Par Aboubacar Yacouba BARMA



Mercredi, 12 Décembre 2012 09:47



Les rencontres maroco-françaises de haut niveau, dont l'édition 2012 est la 11e du genre, se succèdent mais ne ressemblent pas.

Particulièrement cette année, le contexte revêt un caractère assez particulier à plus d'un titre. D'abord, sur le plan politique, puisqu'il intervient dans la même année de prise de fonction des deux gouvernements, celui de Benkirane, arrivé à la suite d'une réforme constitutionnelle au Maroc et celui de Jean-Marc Ayrault en France, dans le sillage de la victoire du parti socialiste. Ensuite, sur le plan économique, avec les répercussions d'une crise économique mondiale, qui trouve toute la manifestation

des conséquences négatives en Europe, mais qui n'a point épargné les partenaires de celle-ci, comme le Maroc. L'arrivée des deux responsables politiques a été par conséquent marquée par l'amplification de défis pressants de part et d'autre : économiques d'abord, puis sociaux ensuite.

S'il est vrai que les deux pays ne disposent pas des mêmes potentialités et ne font pas face aux mêmes défis, à quelque exception près, l'enjeu est pourtant commun pour les deux gouvernements, qui se doivent de trouver des mécanismes permettant de relancer l'économie nationale de leur pays respectif et de répondre aux attentes légitimes de leur peuple. Pour le Maroc donc, tout comme pour la France, deux pays dont le partenariat stratégique constitue un précieux atout en ces temps de reconfiguration géopolitique internationale et de redistribution de la carte économique mondiale, cette 11e rencontre est appréhendée comme le début d'une nouvelle ère de coopération, destinée à permettre, dans la mesure du possible, la prise en charge des défis communs, notamment sur les aspects relatifs aux stratégies commerciales adaptées au contexte actuel. C'est la principale raison pour laquelle, des deux côtés, les stratégies commerciales mises en place pour faire face à la situation, ont tenu compte des potentialités que recèlent chacune des deux économies.

Stratégies commerciales

Autant pour le gouvernement Benkirane, la France constitue un marché porteur sur lequel les entreprises marocaines ont encore de la marge de manœuvre, autant pour le gouvernement Ayrault, le Maroc constitue un relais de croissance et de développement pour les entreprises françaises.

C'est d'ailleurs pourquoi la nouvelle stratégie commerciale du Maroc fait la part belle aux mécanismes permettant au Maroc de consolider sa position sur le marché français, parallèlement à la conquête de nouveaux débouchés. C'est en tout cas ce qui est décliné dans la Déclaration de politique générale du gouvernement (DPG), présentée au tout début de mandat par le Chef de gouvernement marocain et qui devrait servir de cadre d'orientation à la stratégie commerciale proprement dite, en cours d'élaboration. Du côté français, la place qu'occupe le Maroc dans la nouvelle stratégie présentée par la ministre du Commerce extérieur, Nicole Bricq, témoigne des ambitions françaises pour le Maroc. En perte de vitesse cette année, les exportations françaises connaîtront un nouveau souffle grâce à la nouvelle stratégie qui vise à rééquilibrer la balance commerciale du pays d'ici la fin du mandat



de Hollande, c'est-à-dire au bout de cinq ans. En plus de figurer en tête du classement des 8 pays africains parmi les 47 destinations à fort potentiel identifié dans le document, le Maroc y jouera un rôle majeur, celui de débouché certes, mais surtout de relais d'expansion pour les entreprises françaises. Cette position se justifie d'abord par l'ampleur des relations politiques et économiques entre les deux pays, puis par la situation géostratégique du Maroc et les ressorts de croissance dont dispose l'économie du royaume, comparée à celle des autres pays concurrents à cette place.

Outre la stabilité socio-politique qui permet d'attirer un important flux d'IDE, l'existence d'une économie diversifiée qui a permis au Maroc de développer un certain savoir-faire, notamment en direction des pays africains avec lesquels les relations politiques sont au beau fixe, le royaume constitue, désormais, une cible de choix pour les investisseurs des pays du Golfe. À cela s'ajoutent, une main d'œuvre dont le coût est également compétitif, une infrastructure logistique, qui se met progressivement en place et un cadre juridique et fiscal en pleine mutation, afin de s'adapter aux standards internationaux. Autant dire qu'il y a des ambitions partagées entre les deux pays, dont la mise en œuvre requiert une nouvelle dynamique, qui tienne compte des enjeux et des défis du moment et dont la prise en charge mutuelle s'annonce comme un pari commun pour l'avenir...

DOCUMENT SOURCE WEB Les Echos Maroc